



PRÉFECTURE DE LA MARNE

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

*Bureau de l'environnement
et du développement durable*

**Mise en demeure
Société TEREOS à CONNANTRE**

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne,
préfet du département de la Marne,**

INSTALLATIONS CLASSEES

N° 2009-MD-118-IC

VU :

- le code de l'environnement, Livre V - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L 512-1 et les articles 514.1 à 514.4,
- l'arrêté ministériel du 26 février 2003 portant approbation du plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT,
- le plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT approuvé,
- l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1981 plusieurs fois modifié réglementant les installations de la société Tereos à Connantre,
- l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 modifié relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth,
- le courrier de l'établissement Tereos en date du 12 juin 2009,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 juillet 2009,

CONSIDERANT :

- que 32 condensateurs et 1 transformateur contenant des PCB sont actuellement présents sur le site, que l'exploitant n'a pas respecté l'échéance d'élimination des équipements contenant des PCB prescrite dans le plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT approuvé, que l'exploitant n'a pas transmis les résultats des mesures de rejet atmosphérique de NOx à la périodicité prescrite dans l'arrêté

Le pétitionnaire entendu lors d'une réunion de travail technique, le 13 mai 2009, à l'unité territoriale Marne,

Sur proposition de M le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Champagne Ardenne

ARRETE

ARTICLE 1 : MISE EN DEMEURE

La société Tereos implantée à Connantre, est mise en demeure de respecter :

- **sous 1 an**, l'obligation d'élimination des équipements contenant des PCB, conformément au plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT approuvé ;
- **sous 1 an**, les prescriptions de l'arrêté du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth et notamment les articles 9 et 17 relatifs respectivement aux valeurs limites des rejets à l'atmosphère et à la transmission des résultats de mesures à l'inspection des installations classées

ARTICLE 3 : TRANSMISSION DES JUSTIFICATIFS

Les justificatifs de réalisation des actions mentionnées à l'article 1 de cet arrêté seront transmises à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois après les échéances fixées dans le présent arrêté.

ARTICLE 4 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, Livre V - Titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 5 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, direction de l'environnement industriel - bureau du contentieux - 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris 07 SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne - 25 rue du lycée - 51036 - Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

ARTICLE 7 : NOTIFICATIONS

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne Ardenne, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, aux direction départementale de l'équipement, direction départementale de l'agriculture et de la forêt, direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales de Champagne Ardenne et de la Marne, direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, direction départementale des services d'incendie et de secours et direction de l'agence de l'eau.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le directeur de la société Tereos – Connantre 51230 Fère-Champenoise. .

Mr le maire de Connantre procèdera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le 26 août 2009

Pour le Préfet ,
Le sous-préfet de Reims
Secrétaire Général par intérim

Signé Jean-Jacques CARON